

Bernard Gainot et Pierre Serna (dir.) - *Secret et République*

Vivien Faraut

Presses Universitaire Blaise Pascal (éd.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5681>

DOI : 10.4000/cdlm.5681

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 365-368

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Vivien Faraut, « Bernard Gainot et Pierre Serna (dir.) - *Secret et République* », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 24 août 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5681> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5681>

Bernard Gainot et Pierre Serna (dir.),
Secret et République, Clermont-Ferrand,
Presses Universitaire Blaise Pascal,
2004, 182 p.

L'ouvrage *Secret et République*, paru en 2004 aux Presses Universitaires Blaise-Pascal, reprend les actes du colloque éponyme qui avait été organisé en 2002 par Bernard Gainot et Pierre Serna à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne à l'instigation de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française. Il se compose de huit articles et entend analyser, sous des angles d'approche différents, le rôle du secret dans la vie politique française depuis la Révolution française jusqu'à la Seconde République.

Dès les premières lignes de l'ouvrage, Bernard Gainot et Pierre Serna retracent l'histoire du terme « secret », proposant ainsi aux lecteurs de mener une réflexion aussi bien sur ce terme que sur ses relations avec le régime républicain. En cela, il n'est pas question d'explorer le secret dans un sens mystique mais plutôt de l'appréhender comme le point commun entre des hommes ayant une finalité commune. Le secret revêt, ici, une définition spécifique : il s'agit, d'une part, « [d'un] ensemble de connaissances, d'informations qui doivent être réservées à quelques-uns et que le détenteur ne doit pas révéler »¹ et, d'autre part, et c'est en cela que la définition ouvre sur d'autres champs d'étude, il est présenté comme une forme de sociabilité à part entière, un lien unissant les individus. Les directeurs de publication ne cachent pas la filiation entre leur travail et ceux que Georg Simmel a développés dans *Secret et sociétés secrètes*². Dans cet ouvrage, Simmel théorise notamment le secret à la fois dans sa nature et dans sa pratique. Les organisateurs font également référence à l'article de Frédéric Monier intitulé « Le secret en politique, une histoire à écrire »³ qui fixe les enjeux de la recherche sur le secret et les sociétés secrètes.

Le colloque interroge la période comprise entre 1792 et 1848, c'est-à-dire la période qui s'écoule entre la Première et la Seconde République. Il s'agit d'une période où les différents régimes en place (Consulat, Empire, Restauration et Monarchie de Juillet) n'accordent que peu de place aux opposants et d'autant moins lorsqu'ils sont républicains. Notons, cependant, que le contenu de l'ouvrage

1. « Secret », dans *Le Petit Robert 1*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2003, p. 2391.

2. Georg Simmel, *Secret et Sociétés Secrètes*, Strasbourg, Circé, 1991.

3. Frédéric Monier, « Le secret en politique, une histoire à écrire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 58, n° 1, 2000, p. 3-8.

dépasse le cadre chronologique défini par les directeurs de publication puisque le premier article, qui analyse l'ouvrage de François de Callières, concerne le secret et les formes de négociation sous l'Ancien Régime⁴.

Les directeurs de publication insèrent la thématique du secret dans la vie quotidienne des Français. Ils considèrent notamment que la population française a toujours eu une fascination pour le secret, surtout lorsqu'il a pour cadre le milieu politique. De fait, depuis la Troisième République et ses nombreuses affaires (scandales des décorations en 1887, scandale de Panama en 1892, etc.), l'opinion publique française semble s'être toujours passionnée pour les liens opaques existant entre secret et République. Les auteurs insistent sur le fait que ces différents scandales ont contribué à véhiculer une image négative du milieu politique dans l'opinion publique. Ils soulignent par ailleurs les liens existant entre la Franc-maçonnerie et les politiciens et développent à ce propos une réflexion originale sur le rôle des sociétés secrètes dans leur rapport au milieu politique. Ils remarquent aussi que le secret peut être un moyen de lutte, notamment pour les partis situés à l'extrémité de l'échiquier politique français, ceux-là mêmes qui, à plusieurs reprises, ont tenté de renverser le régime.

Ce faisant, les deux auteurs insèrent donc résolument l'histoire du secret dans le renouveau de l'histoire politique, considérant qu'elle en est une sorte de sous-courant historiographique, participant pleinement des préoccupations nouvelles des historiens du politique, qui n'entendent plus s'intéresser uniquement aux événements et à leur déroulement mais avant tout aux raisons et aux conditions qui les déterminent. Il en est ainsi, par exemple, de l'article de Jean-Claude Caron⁵ qui s'intéresse aux différents éléments mettant en place le contexte propice à la révolution de 1848, plutôt qu'à la révolution elle-même.

La première intervention de l'ouvrage porte sur le rôle du secret dans les pratiques diplomatiques du XVIII^e siècle. Cette contribution de Jean-Claude Waquet se fonde principalement sur le commentaire d'une source de première importance : l'ouvrage de François de Callières *De la manière de négocier avec les souverains* (1716). Jean-Claude Waquet montre que dans la période précédant la Révolution, le secret est largement utilisé par les classes dirigeantes, ici les ambassadeurs, qui, depuis toujours, s'avèrent être de véritables adeptes des « intrigues » de cour. François de Callières, dans son manuel, met en avant le fait que le secret est difficile à utiliser pour un ambassadeur puisque le lieu de l'ambassade est une partie intégrante de l'espace public alors que, par définition, le secret relève d'une sphère cachée. Concrètement, par son exposé, Jean-Claude Waquet tient à montrer implicitement que les hautes sphères de la société d'Ancien Régime ont une pratique ancienne du secret, qu'elles savent comment l'utiliser et comment procéder pour ne pas qu'il soit divulgué. Ainsi il s'intéresse à la pratique du secret dans la négociation mais aussi aux différentes formes que peut revêtir le secret, puisque l'auteur évoque la naissance de l'espionnage et les autres pratiques liées

4. Jean-Claude Waquet, « L'art de négocier dans l'Europe des princes : du ministre public à l'envoyé secret », dans Bernard Gainot et Pierre Serna, *op. cit.*

5. Jean-Claude Caron, « Le secret dans les sociétés politiques (1830-1839) : de la publicité à la conspiration », dans Bernard Gainot et Pierre Serna, *op. cit.*

au secret (cabale et conspiration). L'auteur en vient donc à mobiliser pour sa démonstration les concepts d'espace public et de sphère privée.

La conspiration est au cœur de la seconde intervention : celle de Bernard Gainot sur l'espace public et la conjuration sous le Directoire. En filigrane de cette intervention, l'auteur met en avant la définition du terme de conjuration et se propose de l'explicitier. De plus, le terme de conjuration, qui désigne un simple fait « historiquement situé », est mis en perspective par le recours au concept de « conspiration permanente », qui sera plutôt utilisé pour évoquer un « état culturel » caractérisant une société ou un régime donné. Mais Bernard Gainot met aussi en avant les problèmes auxquels se trouve confronté l'historien qui étudie le secret. Remarquons à ce propos, puisqu'il est le seul contributeur de l'ouvrage à le faire, qu'il y a une difficulté certaine à croiser les sources, à saisir ce qui se rapporte au secret, les membres d'une société secrète étant par essence inconnus, pour ne retenir qu'un seul exemple. La reconstitution d'un réseau – dans le cas de cet article, celle du réseau des membres de la conspiration de Babeuf – est donc le seul moyen de pouvoir mesurer l'impact de cette conspiration car il sera alors possible d'avoir une idée de l'ampleur des moyens humains qui ont été utilisés. Enfin, la notion d'espace public est toujours présente dans cet article puisque la notion de secret se définit en opposition à cette dernière.

L'article d'Eugenio Di Renzo, intitulé « Les sociétés secrètes militaires à la fin de l'Empire et pendant la première Restauration. France/Italie, 1808-1827 »⁶, propose une réflexion sur les termes de société secrète et de sphère privée. L'auteur s'attache à montrer que durant la période de l'Empire, il se crée des sociétés secrètes notamment en Franche-Comté. Ces sociétés adoptent un mode de fonctionnement particulier : mot de passe et serment sont à la base du lien unissant les membres. L'auteur nous amène à nous questionner, implicitement, sur les normes qui régissent cette sphère. En effet, les membres de cette société apparaissent unis contre un ennemi commun (ici Napoléon) et rien d'autre ne semble compter à leurs yeux puisque nous voyons les républicains et les partisans de Louis XVIII s'unir dans cette organisation.

La sphère privée, par définition celle qui s'oppose à l'espace public, est aussi au centre de l'article de Francis Pomponi⁷. Il souligne les raisons et les facteurs qui ont justifié le passage de la *carboneria* napolitaine à la charbonnerie française en Corse. Son objectif est de montrer comment la société secrète du royaume des Deux-Siciles s'est implantée en Corse, comment le réseau charbonnier s'est développé sur l'île et quelle a été la réaction des autorités. L'auteur reconstruit le réseau charbonnier à partir de deux cartons d'archives inédits. Il souligne les différents réseaux clandestins qui se créent sur l'île et nous indique que les autorités sont informées des réunions qui se tiennent et de l'organisation de réseaux clandestins sur l'île.

L'article de Pierre-Arnaud Lambert est consacré à cette même charbonnerie mais dans son aspect réglementaire puisqu'il s'agit d'étudier les règlements

6. *ibidem*.

7. Francis Pomponi, « Carbonari et sociétés secrètes en Corse au début de la Restauration », dans Bernard Gainot et Pierre Serna, *op. cit.*

intérieurs de cette forme de société. Sa démarche est plus d'expliquer et commenter les règlements intérieurs que d'étudier les actions mises en œuvre par les sociétés secrètes pour renverser le gouvernement en place. L'article paraît donc quelque peu détaché des autres contributions puisqu'il n'est question ici ni des réseaux de la société, ni des conspirations qu'elle a organisées mais plutôt de son organisation interne, telle que l'ont théorisée ses dignitaires. Or, il faut rappeler qu'il existe une frontière nette entre les déclarations d'intention et la pratique quotidienne de ce type d'organisation du fait même de leur caractère secret. Aussi le lecteur se trouve-t-il quelque peu écarté de la problématique du colloque, car la Charbonnerie est un bon exemple de société secrète, jouant habilement entre la sphère privée et l'espace public et qui par un réseau étendu d'hommes liés par le secret vise un changement de gouvernement.

Enfin, la dernière contribution, celle de Jean-Claude Caron, démontre le glissement qui s'opère dans les sociétés secrètes et dans les buts qu'elles poursuivent : il s'attache à montrer comment celles-ci sortent de la sphère privée pour gagner l'espace public. L'auteur ne fait pas des sociétés secrètes des organisations seules et isolées mais plutôt des entités qui tendent à se rapprocher de la sphère publique. Il fait aussi la distinction entre les libéraux et les républicains, qui sont opposés durant toute la période de son étude, les libéraux étant d'abord au pouvoir sous la Monarchie de Juillet avant que la Révolution de 1848 ne les contraigne à se replier dans leurs salons et à laisser la place aux républicains. Enfin, l'auteur souligne que les deux régimes ont tendance à estomper l'image négative qu'ont eue les sociétés secrètes entre 1789 et 1830.

Une conclusion aurait permis de remettre en perspective les différents thèmes abordés lors des interventions. L'apport à la recherche est cependant d'ores et déjà considérable, ce colloque s'inscrivant dans un domaine d'étude trop souvent délaissé. La lecture de l'ensemble des contributions du présent ouvrage offre de beaux développements sur l'évolution de la pratique du secret, même si l'on peut regretter que les auteurs n'aient pas tous fondé leur réflexion sur une articulation étroite entre ce dernier et la notion de République. Ceux qui s'y sont essayés soulignent alors que l'idéal républicain survit dans la clandestinité entre les deux premières républiques. Ils remarquent aussi que les conspirations et les conjurations sont utilisées par les gouvernements en place pour stigmatiser les opposants au régime. Cette idée est reprise dans plusieurs articles, comme celui de Eugenio di Rienzo qui montre qu'après la chute du Premier Empire, les bonapartistes sont désignés comme des conspirateurs par les partisans de la monarchie restaurée des Bourbons. Quant à la méthode pour traiter de la question du secret, les auteurs qui l'abordent, à l'image de Bernard Gainot, soulignent tous les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les historiens traitant ce sujet, les pratiques inhérentes aux sociétés secrètes, l'oralité principalement, diminuant drastiquement les matériaux à la disposition des historiens.

Vivien FARAUT
Université de Nice Sophia Antipolis